

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE

Paris, le 03/10/2023

AU 31 août 2023

N°1186

Solde Le solde général d'exécution au 31 août 2023 s'établit à -187,9 Md€ contre -149,9 Md€ à fin août 2022.

Dépenses Au 31 août 2023, les dépenses du budget général (hors remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat¹) s'établissent à 306,1 Md€ contre 291,1 Md€ à fin août 2022, soit une hausse de 15 Md€. Cette évolution tient notamment à un versement plus important par rapport à 2022 à la caisse de la dette publique (CDP) au titre de l'amortissement de la dette covid de l'Etat, aux décaissements effectués au titre des dispositifs de soutien aux ménages et aux entreprises, aux aides à la formation et à des variations observées sur le poste de la charge de la dette en raison de l'effet de la hausse des taux d'intérêt de court terme.

Les prélèvements sur recettes sont en hausse de 0,2 Md€ par rapport à fin août 2022 notamment au bénéfice des collectivités territoriales.

Recettes Au 31 août 2023, les recettes du budget général² (nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat¹) s'établissent à 193,4 Md€ contre 210,0 Md€ à fin août 2022.

Les recettes fiscales nettes s'élèvent à 184,8 Md€ contre 192,3 Md€ à fin août 2022, soit une baisse de -7,5 Md€. Celle-ci s'explique notamment par la baisse de la TVA revenant à l'Etat (- 4,8 Md€), en raison notamment des transferts supplémentaires aux collectivités territoriales dans le cadre de la suppression progressive de la CVAE et de la hausse de la fraction affectée à la Sécurité sociale. En outre, l'impôt sur les sociétés net diminue (-4,6 Md€), essentiellement en raison du ralentissement du dynamisme du bénéfice fiscal des entreprises entre 2021 et 2022, en partie compensé par la baisse des restitutions de crédits d'impôt. La part Etat de la TICPE est en baisse (-0,6 Md€) en raison de la baisse des consommations de carburant et de la hausse des transferts à des tiers. L'impôt sur le revenu net est en hausse (+1,2 Md€) en raison du dynamisme du prélèvement à la source en partie atténué par des remboursements plus importants de trop-perçu. Les autres recettes fiscales nettes sont en augmentation (+1,3 Md€) et sont notamment affectées d'une part, à la hausse par la rebudgétisation de la CVAE et le dynamisme observé sur les droits de mutation à titre gratuit et les retenues à la

Précisions méthodologiques

¹ La loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques modifie la définition des dépenses et recettes nettes. Celles-ci correspondent désormais aux dépenses budgétaires brutes et recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat. Les chiffres 2022 présentés ci-dessus ont été retraités afin de permettre une comparaison à périmètre constant, ceux-ci étant auparavant également minorés des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

² Les recettes du budget général sont présentées hors fonds de concours alors que ceux-ci sont intégrés dans la présentation des dépenses.

source, et d'autre part, à la baisse par la mise en place du bouclier tarifaire et la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Les recettes non fiscales sont en baisse de -9,1 Md€ par rapport à fin août 2022. Cet écart est principalement lié au versement de la contribution de l'Union européenne pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance (7,4 Md€) intervenu au premier trimestre en 2022 et à la diminution des dividendes et recettes assimilées (-1,5 Md€).

Comptes spéciaux

Le solde des comptes spéciaux s'établit à -32,1 Md€ à fin août 2023 contre -25,4 Md€ à fin août 2022. Cette évolution s'explique principalement par des recettes du compte d'avances aux collectivités moins dynamiques que les dépenses (effet sur le solde de -5,3 Md€), en lien avec la rebudgétisation de la CVAE et son remplacement par des fractions mensuelles de TVA. À cela s'ajoutent également des recettes moins dynamiques que les dépenses sur le compte « Participations financières de l'État » (effet sur le solde de -1,8 Md€) et des dépenses plus dynamiques que les recettes sur le CAS « Pensions » (effet sur le solde -0,9 Md€).

La situation du budget de l'État

Au 31 août 2023

Service de la fonction financière et comptable de l'État

Adresses internet : <https://www.economie.gouv.fr/dgfip/la-situation-mensuelle-de-letat>

Ou : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/publications-de-la-direction/situation-mensuelle-du-budget-de-letat-smb>

Solde Le solde général d'exécution au 31 août 2023 s'établit à -187,934 Md€ contre -149,896 Md€ à fin août 2022.

Dépenses totales du budget général Les dépenses totales nettes des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'État s'établissent à 353,548 Md€ au 31 août 2023 contre 338,368 Md€ à fin août 2022. Les dépenses du budget général (BG) au 31 août 2023 atteignent 306,062 Md€ contre 291,085 Md€ à fin août 2022 tandis que les prélèvements sur recettes (PSR) s'établissent à 47,486 Md€ au 31 août 2023 contre 47,283 Md€ à fin août 2022.

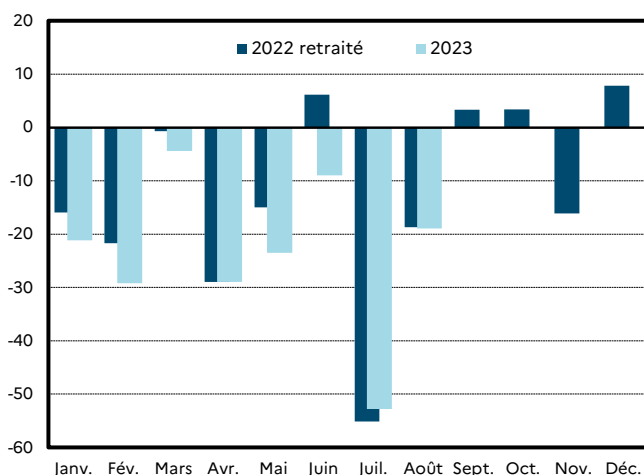
Recettes totales du budget général Les recettes totales nettes des R&D d'impôts d'État au 31 août 2023 s'établissent, y compris fonds de concours (FDC) et attributions de produits, à 197,736 Md€ contre 213,849 Md€ à fin août 2022. Hors FDC et attributions de produits, les recettes s'élèvent à 193,449 Md€ au 31 août 2023 contre 210,045 Md€ à fin août 2022.

Solde général (hors FMI)

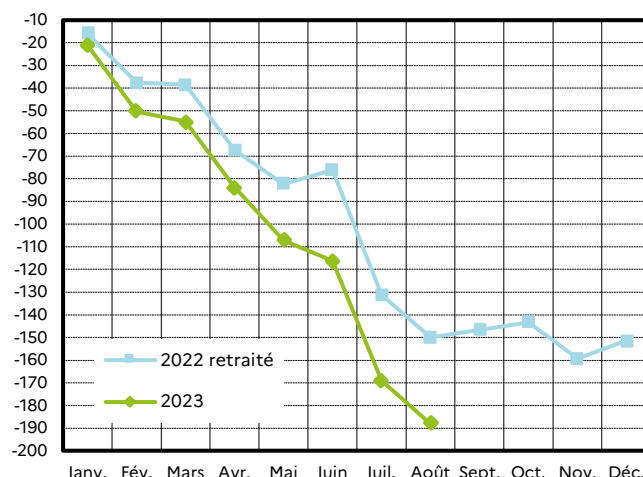
en millions d'euros	Cumul à fin décembre			Cumul à fin août				Variation à fin août 2023 ⁽³⁾ / 2022 retraité ⁽²⁾
	2021 exécuté ⁽¹⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2021 exécuté ⁽¹⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	
Solde du budget général	-171 518	-158 195	-158 195	-157 200	-124 518	-124 518	-155 811	
Dépenses (BG et PSR)	496 472	512 935	519 917	338 193	335 230	338 368	353 548	4,5%
Recettes	324 954	354 740	361 722	180 992	210 712	213 849	197 736	-7,5%
Solde des comptes spéciaux	786	6 726	6 726	-20 844	-25 378	-25 378	-32 122	
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	2 417	2 214	2 214	-20 176	-23 061	-23 061	-28 359	
Solde des budgets annexes	-8	27	27					
Solde général	-170 739	-151 441	-151 441	-178 045	-149 896	-149 896	-187 934	

Solde général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour les exercices 2021 et 2022, les données "2021 exécuté" et "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

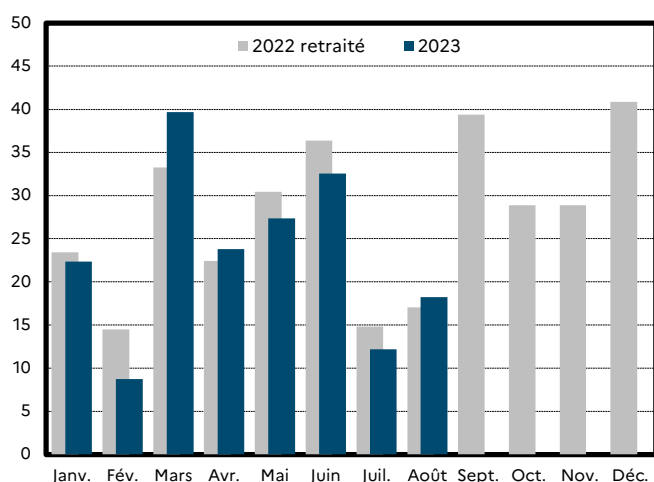
⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État.

Recettes totales du budget général

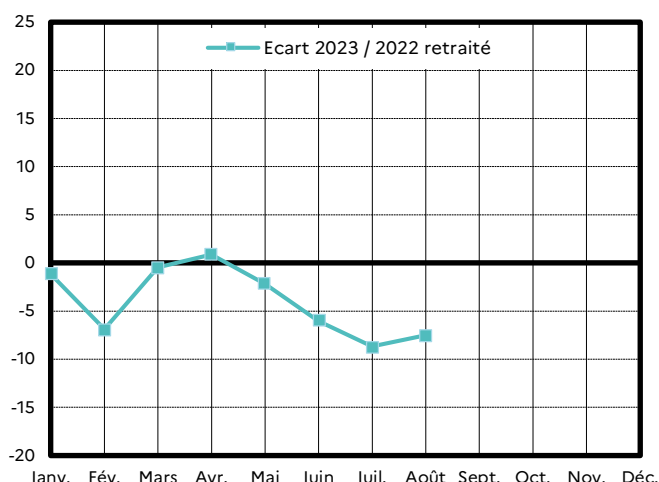
en millions d'euros	Cumul à fin décembre		LFI	Cumul à fin août			Variation à fin août	
	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 exécuté ⁽¹⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 retraité ⁽²⁾
Recettes fiscales	323 284	330 266	328 194	189 161	192 299	184 807	-2,3%	-3,9%
Impôt sur le revenu	88 988	88 988	87 345	43 878	43 878	45 059	2,7%	2,7%
Impôt sur les sociétés ⁽⁴⁾	62 130	62 130	55 254	29 722	29 722	25 152	-15,4%	-15,4%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	17 992	17 992	16 607	11 226	11 226	10 668	-5,0%	-5,0%
Taxe sur la valeur ajoutée	100 823	100 823	94 676	70 374	70 374	65 563	-6,8%	-6,8%
Autres recettes fiscales ⁽⁵⁾	53 351	60 333	74 311	33 961	37 099	38 365	13,0%	3,4%
Recettes non fiscales	23 949	23 949	30 933	17 746	17 746	8 641	-51,3%	-51,3%
Recettes du BG (hors FDC et attributions de produits)	347 232	354 214	359 127	206 908	210 045	193 449	-6,5%	-7,9%
Fonds de concours et attributions de produits	7 508	7 508	5 238	3 804	3 804	4 288	12,7%	12,7%
Recettes du BG (avec FDC et attributions de produits)	354 740	361 722	364 365	210 712	213 849	197 736	-6,2%	-7,5%

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

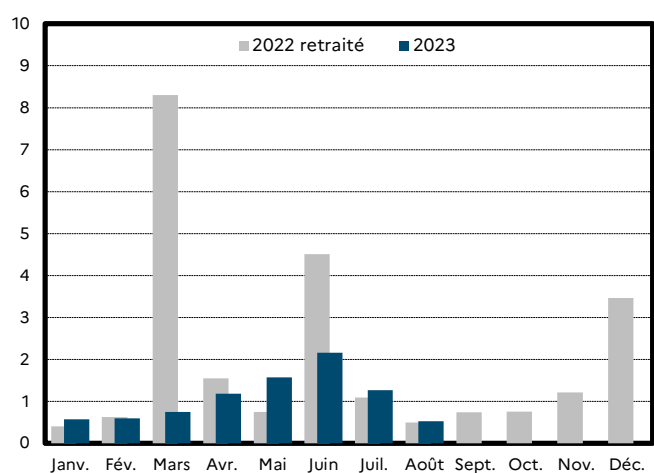


écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)

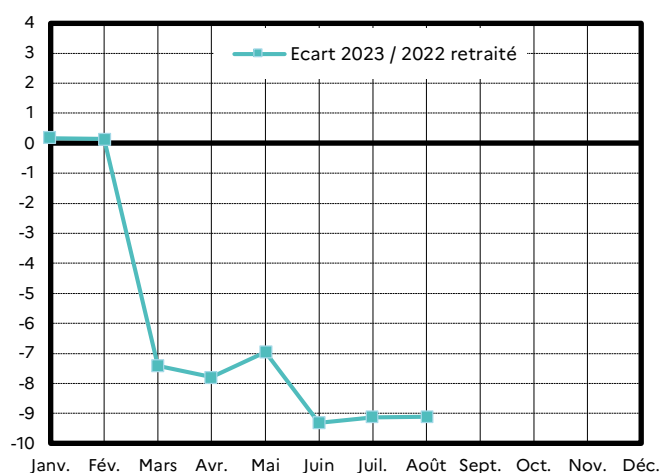


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)



⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour l'exercice 2022, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État ;

⁽⁴⁾ Hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (CSB) et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS) ;

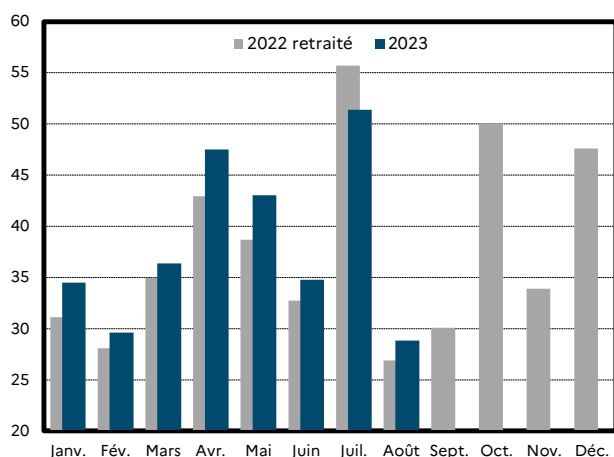
⁽⁵⁾ Y compris CSB et CRIS.

Dépenses totales du budget général

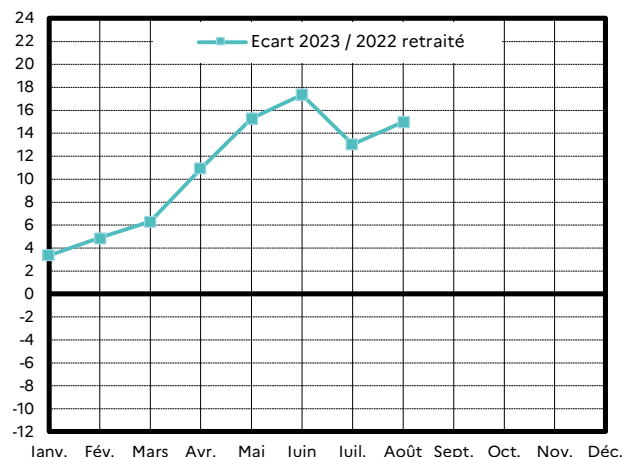
en millions d'euros	Cumul à fin décembre		Cumul à fin août			Variation à fin août	
	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 exécuté ⁽¹⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 retraité ⁽²⁾
Dotation des pouvoirs publics	1 048	1 048	1 048	1 048	1 077	2,8%	2,8%
Dépenses de personnel	138 818	138 818	91 986	91 986	94 964	3,2%	3,2%
Dépenses de fonctionnement ⁽⁴⁾	80 402	80 402	45 720	45 720	54 084	18,3%	18,3%
Charges de la dette de l'État	51 538	51 538	39 523	39 523	41 274	4,4%	4,4%
Dépenses d'investissement	17 024	17 024	11 546	11 546	13 071	13,2%	13,2%
Dépenses d'intervention	154 136	161 118	96 591	99 729	99 538	3,1%	-0,2%
Dépenses d'opérations financières	2 706	2 706	1 534	1 534	2 053	33,9%	33,9%
Dépenses du budget général	445 672	452 654	287 947	291 085	306 062	6,3%	5,1%
PSR au profit des collectivités territoriales	43 034	43 034	29 777	29 777	31 065	4,3%	4,3%
PSR au profit de l'Union européenne	24 230	24 230	17 506	17 506	16 420	-6,2%	-6,2%
Prélèvements sur recettes	67 263	67 263	47 283	47 283	47 486	0,4%	0,4%
Dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes)	512 935	519 917	335 230	338 368	353 548	5,5%	4,5%

Dépenses du budget général nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)



Solde général détaillé (hors FMI)

en millions d'euros	2021 ⁽¹⁾			2022 ⁽¹⁾			2023 ⁽³⁾
	LFI	LFR 2	EXE	LFI	LFR 2	EXE	LFI
Dépenses totales du budget général	461 210	482 572	496 472	467 788	513 443	512 935	525 805
Prélèvements sur recettes	70 600	70 072	69 739	69 600	67 916	67 263	70 584
Dépenses du budget général	390 610	412 499	426 732	398 188	445 527	445 672	455 221
dont dépenses financées hors fonds de concours et attributions de produits	384 936	406 826	418 773	391 907	439 247	438 164	449 983
Recettes totales du budget général	288 852	305 607	324 954	314 030	346 772	354 740	364 365
Recettes fiscales	257 870	277 581	295 738	287 572	315 766	323 284	328 194
Recettes non fiscales	25 308	22 352	21 257	20 177	24 726	23 949	30 933
Fonds de concours et attributions de produits	5 674	5 674	7 960	6 281	6 281	7 508	5 238
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-942	-4 128	786	-85	3 021	6 726	-3 619
dont avances aux collectivités territoriales	-623	1 129	2 417	625	1 926	2 214	-2 066
Solde des budgets annexes	-37	-125	-8	15	300	27	125
Solde général	-173 337	-181 218	-170 739	-153 828	-163 350	-151 441	-164 933
Pour mémoire : R&D d'impôts d'État	122 443	122 978	122 287	123 982	129 540	125 783	127 055
R&D d'impôts locaux	6 891	7 771	8 099	6 626	7 018	6 982	4 587

⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour l'exercice 2022, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État ;

⁽⁴⁾ Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES).